

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50F

MERCREDI 29 JUIN 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX 0,50F.

EDITORIAL

INDÉPENDANCE

INDÉPENDANT

QUI VA AU POUVOIR ?

Dimanche 26 juin, Djibouti a officiellement accédé à l'indépendance.

Après un siècle et demi de présence coloniale française, de soumission forcée, le peuple de ce pays aura pu se montrer si déterminé que le gouvernement français préférera aujourd'hui quitter la place plutôt que de se trouver face à une nouvelle guerre coloniale.

Certes, le pays est petit et pauvre, et misère, prostitution, ravages du khât (drogue locale), divisions ethniques, constituent un lourd héritage colonial difficile à supporter. Mais, malgré tout, les 210.000 habitants qui peuplent ce pays seront débarrassés de la tutelle étrangère et d'hommes qui venaient de milliers de kilomètres pour les diriger. Ils seront débarrassés de l'omni-présence de l'armée française, des patrouilles incessantes de légionnaires, de la répression sauvage contre la population.

Cependant, ce ne sont pas ceux qui se battaient dans les rues contre l'armée française lors des grandes manifestations pour l'indépendance, c'est à dire les ouvriers, les paysans, les jeunes, les chômeurs et tous les malheureux de Djibouti qui auront maintenant le pouvoir.

Ce pouvoir appartient d'ores et déjà aux privilégiés du pays, aux bourgeois locaux, aux fédéraux, aux petits bourgeois intellectuels et aux fonctionnaires formés dans le moule colonial français.

Les Hassan Gouled ou Ahmed Dini, les dirigeants actuels de Djibouti, contiendront le mécontentement populaire, autant qu'il se manifestera par la force s'il le faut, de façon à sauvegarder les intérêts de ceux qu'ils représentent et ceux de l'impérialisme. C'est d'ailleurs là le rôle que leur a assigné l'ancienne puissance coloniale qui a contrôlé de bout en bout tout le processus d'accession à l'indépendance.

Ainsi, comme dans tous les pays d'Afrique ayant accédé à l'indépendance, la lutte des travailleurs et des paysans de Djibouti n'est pas terminée. Ces derniers ont maintenant à engager la lutte contre la bourgeoisie de leur propre pays qui, alliée à l'impérialisme, les maintiendra sous le joug d'un exploitateur sans bornes.

BASSE - TERRE

manifestation contre l'étouffement économique de la région

Lundi 27 juin, jour de l'ouverture de la session ordinaire du Conseil Général, les élus de la région de Basse-Terre, les commerçants et d'autres catégories de la population ont décidé de manifester contre l'immobilisme de l'administration, qui, disent-ils, ne fait rien pour relancer les activités de la région.

La journée a été chaude. Les manifestants, plusieurs centaines, sont entrés au conseil général où le préfet a été pris à partie très vivement par les manifestants et traité de menteur par une foule en colère.

Les mairies, de Capesterre à Deshaies, avaient fermé leurs portes. Basse-Terre était également ville morte ce jour-là.

Le conseil général a d'ailleurs décidé sous la demande de Mme MICHAUX-CHEVRY de suspendre sa séance.

Du côté de la préfecture, comme de bien

entendu, Aurousseau prétend que tout cela n'est pas fondé, que l'administration fait tout pour relancer l'économie de la région. Lors de sa dernière déclaration à la radio, le préfet n'a-t-il pas prétendu que Stirn avait débloqué plus de deux milliards de francs (anciens) pour la Guadeloupe. Cela fait penser aux monologues qu'Aurousseau donnait en Juillet-Aout dernier et surtout à tout cet argent qu'on avait promis au département, aux logements, etc..., et dont on n'a pas vu la couleur.

Va-t-on cette fois-ci encore se contenter des promesses de Aurousseau? En tout cas c'est bien en se battant et par une mobilisation générale de la population, et en particulier de tous les travailleurs qu'on pourra contraindre l'administration à prendre des mesures efficaces.

AU CONGRES. DU P.S.

LES SOCIALISTES DES " DOM " N'ONT PAS EU DROIT A LA PAROLE.

Le sénateur PEN de Saint Pierre et Miquelon vient de démissionner du PS de François Mitterrand. La raison de ce geste est que Pen a voulu réagir ainsi contre l'attitude de la direction du PS à l'égard des représentants des DOM-TOM au congrès de Nantes.

En effet à ce congrès aucun représentant des DOM n'a pu prendre la parole. Il semble même que Mitterrand se soit opposé personnellement à ce que ceux-ci puissent s'exprimer à la tribune du congrès.

Voilà qui, mieux que de longs discours montrent la sincérité des propos de Mitterrand sur l'avenir des DOM TOM. Mitterrand n'est même pas encore au pouvoir qu'il exerce déjà la censure contre ceux qui n'ont que de timides revendications à présenter. Voilà que Mitterrand censure ses propres "camarades" de partis. Les Lise- Jean-Louis - Jalton et autres socialistes antillais n'ont pas eu le droit de parler au congrès de Nantes. Quel droit auront-ils en plus, demain, de parler et de revendiquer si Mitterrand est au gouvernement? C'est peut-être un incident banal, cette histoire, mais révélateur de ce que sera demain

l'attitude de ceux qui parlent aujourd'hui au nom des travailleurs et s'appuient sur leur confiance. Ils ont besoin des votes des travailleurs. Après, ceux-ci n'auront même pas le droit à la parole, s'ils ne se battent pas pour l'imposer.

Dès aujourd'hui nous pouvons voir aussi ce que sera l'attitude des Jaltons. Ils se plieront. Car pour un PEN qui a protesté et quitté le PS, tous les autres à notre connaissance, ont avalé l'amère pilule de l'indignité et se sont tus.

Après, ils viendront se présenter aux travailleurs comme leur vaillant défenseurs alors même qu'ils ne sont en fin de compte que des bœufs oui-oui.

A B O N N E Z V O U S A U
M E N S U E L COMBAT OUVRIER

J. BIBRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
1er N°76
supplément au mensuel

POLLUTION A PORT-LOUIS

A Port-Louis, les poussières produites par les générateurs de l'usine Beauport sont particulièrement polluantes et néfastes. Cela constitue un véritable scandale.

Une pellicule importante de poussière recouvre littéralement toute la commune et pénètre partout : dans les maisons, dans les aliments lorsqu'on est à table. Le linge qui sèche est immédiatement noir de poussière. Mais il y a pire, la poussière pénètre les yeux, le nez, la bouche, avec tous les inconvénients physiques, voire même les maladies que cela pourrait provoquer à la longue.

Lors d'une séance du conseil municipal, en présence du préfet, il a été décidé l'installation d'un procédé d'absorption de la poussière par voie humide.

Depuis le temps que cette pollution produit ses néfastes effets, il est révoltant que ce ne soit que cette année que la préfecture consente à se préoccuper du problème.

Les capitalistes de la SAUB qui font des millions de profits sur le dos des travailleurs de Port-Louis ne se sentent pas concernés par ce problème, ce sont eux les principaux responsables.

La population de Port-Louis doit exiger que tout soit mis en place pour la prochaine récolte.

ENFANCE INADAPTÉE

LE SCANDALE DE L'ORIENTATION SCOLAIRE
DANS LES CLASSES DE PERFECTIONNEMENT.

Nous publions ci-dessous un tract signé par des maîtres de l'Enfance Inadaptée, qui dénoncent la situation scandaleuse existant dans l'éducation dite "spécialisée".

"Les enseignants de l'éducation spécialisée, alertés par la situation de plus en plus alarmante des enfants scolarisés dans les classes de perfectionnement, dénoncent les faits suivants :

- Des enfants accueillis dans les classes de perfectionnement y demeurent même au-delà de 12 ans sans pouvoir bénéficier d'une orientation, les structures d'accueil étant inexistantes ou insuffisantes.
- A la rentrée scolaire prochaine, le problème sera encore plus crucial parce que le nombre d'enfants retardés augmente d'année en année. Ainsi pour citer un exemple, la SES (section d'éducation spécialisée) du Rairet ne dispose que de 16 places pour un effectif de 120 élèves issus des seize classes de perfectionnement de la région Pointe-à-Pitre, Abymes, Gosier.
- Le sort réservé à ces enfants, c'est d'attendre la fin de leur scolarité dans ces classes. Déjà, ces enfants ne reçoivent pas l'aide médicale, psychologique et sociale (manque de psychologues, de rééducateurs, de médecins scolaires, d'orthophonistes, d'assistantes sociales etc...) nécessaire à leur rééducation.

En fait, ces classes de perfectionnement ne peuvent remplir leur véritable fonction.

Cette situation existe depuis plusieurs années et continue à se dégrader ; aussi nous attirons l'attention des parents d'élèves, des enseignants, des syndicats et de la presse sur ce scandale et faisons appel à leur soutien dans toute forme d'action que nous, maîtres spécialisés, sommes décidés à mener pour obliger l'administration à trouver des solutions urgentes !

ITALIE

LE PCI : DANS LES ALLÉES DU POUVOIR

Un accord programmatique vient d'être signé entre les partis de la majorité italienne et le parti communiste de Berlinguer.

Sous couvert de programme permettant un redémarrage économique en Italie, il s'agit plus précisément d'un arsenal de mesures permettant au gouvernement de museler les travailleurs et d'étouffer le mécontentement des petites gens, pour favoriser une relance des affaires de la bourgeoisie italienne.

En effet, si l'accord reste très vague sur les mesures économiques, il se fait précis sur les mesures qui touchent au renforcement du pouvoir : institution de la garde à vue, extension des écoutes téléphoniques, renforcement en hommes et en matériel de la police.

Jusqu'à présent, le PC s'était opposé à l'extension de la garde à vue et au renforcement des mesures policières. D'autre part, il exigeait comme préalable à tout accord une place au gouvernement aux côtés de la Démocratie Chrétienne.

Le P.C.I., désireux qu'il est de "rentrer au gouvernement", brade... Mais une telle attitude s'explique bien.

Depuis deux ans, ce parti avait vainement lancé des appels à la bourgeoisie italienne en vue de la conclusion d'un "compromis historique". En clair, il suppliait la Démocratie Chrétienne, ce parti bourgeois réactionnaire, de lui donner une place au gouvernement, en tenant compte du fait que lui PC représente la plus grande partie de la classe ouvrière, et en cette

période de crise, il fallait que soit menée une politique d'union nationale.

Actuellement, face à l'approfondissement de la crise en Italie et à la montée du mécontentement des classes opprimées, cette même Démocratie Chrétienne renoue le dialogue, et dans le but d'avoir les mains libres pour gouverner, propose un accord au Parti Communiste.

Celui-ci, suivant sa politique, accepte cet accord, pour montrer une fois de plus à la bourgeoisie son sens des responsabilités, son sens du devoir. Il accepte donc de faire acte d'allégeance, en espérant accéder, un jour, à un quelconque strapontin du gouvernement bourgeois.

Comme on le voit le Parti Communiste Italien ne recule devant rien, même pas de servir de "carpettes" à Andréotti, chef du gouvernement italien, pour arriver à ses fins. Et si la classe ouvrière ne parvient pas à se forger une autre direction, révolutionnaire celle-là, elle s'expose à connaître de graves désillusions et des défaites importantes.

o - o - o

GUADELOUPE

LE MPG EN MARCHÉ

VERS LA CLARTÉ POLITIQUE

Le Mouvement Progressiste Guadeloupéen a tenu une sorte de congrès pour structurer son organisation et définir plus précisément ses objectifs.

La première remarque que l'on peut faire après cette réunion c'est que, contrairement aux apparences, ce mouvement a une assise électorale finalement assez large. Dans la plupart des cas cette assise a été obtenue en liaison avec d'autres forces de gauche PC ou PS. Mais certaines mairies sont dirigées par des progressistes : telles Goyave ou Pointe-Noire.

A l'issue de cette réunion de dimanche on ne peut guère dire que les options politiques du MPG soient tellement plus claires. Il a affirmé que l'autodétermination était "une exigence naturelle que l'on doit reconnaître à nos populations". Quant à ce que veut le MPG à travers le "droit à l'autodétermination", il est difficile sinon impossible de le savoir clairement. On a parlé "d'évolution statutaire pour la Guadeloupe", de décentralisation. En fait la position du MPG se situe entre celles du PS et du PC. Le MPG fait preuve d'un peu plus de détermination que le PS pour un changement de statut - ne serait-ce que par la bouche de Mathieu qui a autrefois même parlé d'indépendance. Mais il ressort des habitudes et du passé de ce MPG qu'il y a en son sein autant d'options que de membres. Les positions de Mathieu sont-elles celles de Lubino, ou celles de Lubeth ou de Louisy ? Bien malin qui pourrait dire laquelle de ces positions représente celle du MPG.

En conclusion, les membres du MPG ont voulu eux aussi à l'approche d'échéances électorales, en tant que parti électoral, resserer les rangs pour faire mieux valoir le propre intérêt de leur mouvement.

Donc, rien de nouveau sous le soleil !

DANS LE BATIMENT :

LA CATE EN CESSATION DE PAIEMENT

Après Jardin-Billard, après la STR, c'est au tour de la CATE, une des plus grandes entreprises du Bâtiment à prétendre être en difficulté. En effet, dans la première semaine du mois de juin, la direction de l'entreprise se déclara en cessation de paiement. Le résultat c'est que les 244 travailleurs que compte actuellement l'entreprise (il y en avait 350 avant les événements de la Soufrière, mais un bon nombre a été licencié depuis) se retrouvent sans salaire depuis le mois de mai, mais aussi sans travail. C'est au moment de donner l'acompte de mai que la direction de l'entreprise annonça ses difficultés et lors de la paye du 5 juin qu'elle se déclara en cessation de paiement.

Un syndicat devait être nommé à la fin du mois, mais on précise toutefois que rien ne sera réglé avant fin juillet, à savoir : décider si l'entreprise reprendra ses activités ou pas, et comment payer leurs salaires aux travailleurs.

Nous pensons que ces travailleurs, habitant la plupart la région de Basse-Terre, riches de l'expérience des affaires Ghisoni et Adimoulon auraient dû prendre des mesures draconiennes pour récupérer ce qui leur revient de droit.

Il n'y a que par ces moyens, confiscation des biens de l'entreprise, que les travailleurs peuvent être sûrs de recevoir un jour leur dû.